

FIL ROUGE

Salaire minimum

Initiatives vaudoises déposées

PAGE 3

Femmes socialistes

Une section vaudoise existe

PAGE 9

VIE CHÈRE

Priorité absolue:
défendre le pouvoir d'achat

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 13 – FÉV. 2023

PAGES 4-7

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA



Du Parlement à la rue

édito Jeudi 9 février, la mobilisation pour défendre une pleine et entière indexation des salaires a été massive! Entre 7'500 et 10'000 personnes ont participé à cette mobilisation pour défendre les personnes qui assurent un service public essentiel pour la population vaudoise: le personnel de santé, les cantonnières, l'administration, les enseignant·es, les travailleur·euses sociaux·ales et bien d'autres professions ont marqué ce bras de fer. L'indexation est un combat socialiste pour toutes les travailleuses et travailleurs du secteur privé et du secteur public contre la perte de pouvoir d'achat, et nous sommes fier·ères de soutenir leurs revendications!

Ce combat, nous le menons à tous les niveaux. Lors des discussions du budget cantonal fin 2022, nous avons déposé un amendement pour tenter de rétablir le déséquilibre de traitement entre le personnel public et parapublic. En vain. Le Grand Conseil, lui aussi à majorité de droite, a refusé notre proposition. Il aurait d'ailleurs malheureusement refusé toute autre proposition venant des socialistes et de la gauche en général.

Le Gouvernement Luisier a marqué son début de législature par une mesure qui se solde maintenant par des mobilisations massives de la fonction publique, au bout de 6 mois seulement d'exercice. Il y a une vraie rupture de confiance avec le personnel public

et parapublic. Même en 2008, avec la réforme du système de rémunération des collaborateur·trices de l'Etat (DECFO), le Conseil d'Etat de droite de l'époque avait ouvert les négociations alors que la configuration politique des autorités était similaire à celle d'aujourd'hui. La rupture est donc particulièrement marquée aujourd'hui.

La vie parlementaire est un bras de fer permanent, particulièrement lorsque l'on n'a pas la majorité des élu·es prêt·es à défendre de bonnes conditions salariales. Et lorsque la droite ne veut pas entendre que l'absence de négociations entre les partenaires sociaux est dommageable à la paix sociale, la nature du combat se déplace: les manifestations et les grèves prennent le relais. La démocratie ne s'arrête pas au Grand Conseil, surtout lorsqu'on s'attaque à des acquis et que le Gouvernement Luisier prend la décision de baisser le salaire réel des travailleuses et des travailleurs.

Du Parlement à la rue, c'est ça le résumé de ces dernières semaines de mobilisation. À la prochaine date de mobilisation (pas encore connue), nous savons que nous pourrions compter une fois encore sur votre présence et votre soutien.

■ ROMAIN PILLOUD, PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS

Davel et les écolos, même combat pour le PLR

caustiquement rouge «Réhabiliter le Major Davel, ce pourrait être la porte ouverte à la désobéissance civile.» C'est l'argument avancé par le député PLR Nicolas Suter pour justifier le refus d'entrer en matière sur la motion – qui a d'ailleurs été retirée – demandant la réhabilitation du Major Davel à l'occasion du 300^e anniversaire de sa mort. Etablir un lien entre celui qui s'opposait à l'oppression bernoise (de 1536 à 1798) sur le Pays de Vaud et les jeunes activistes du climat qui se soucient de l'avenir de la planète, il fallait le faire... Si les Bernois revenaient nous envahir, on sait de quel côté serait M. Suter. ■ BERNARD MOREL

Sommaire

édito Du Parlement à la rue ► PAGE 2 — **caustiquement rouge** Davel, et les écolos, même combat ► PAGE 2 — **poing fort** Un salaire minimum, pour vivre dignement de son travail ► PAGE 3 — **dossier** Sale ère de misère ► PAGE 4 — **dossier** Réduflation, l'inflation qui se veut discrète ► PAGE 5 — **dossier** Interview de Pierre-Yves Maillard: «La classe ouvrière existe et on doit la représenter» ► PAGES 6-7 — **actualité** Les Femmes Socialistes Vaudoises sont là! ► PAGE 8 — **actualité** PS au Conseil fédéral: y rester ou pas? ► PAGE 9 — **vie du parti** La droite perd les pédales ► PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil: un peu d'air pour les contribuables modestes! ► PAGE 10 — **vie du parti** Assens à presque quatre cent ► PAGE 11 — **portrait** Hommage à Eva Gloor ► PAGE 12

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Mürger
Rédaction: Adriane Bossy, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Bernard Morel, Virginie Pilault, Najia Trottet, Simon Schönmann

Editeur: Parti socialiste vaudois
Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne
Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch
Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs
Parutions: 4 parutions annuelles

CONTRE LA PRÉCARITÉ

23 FRANCS

C'EST UN MINIMUM

La récolte de signatures pour un salaire minimum vaudois débutera dans quelques semaines.

Un salaire minimum, pour vivre dignement de son travail

poing fort Un projet d'initiatives pour un salaire minimum vaudois vient d'être déposé à la Chancellerie. La récolte de signatures commencera dans quelques semaines.

Un comité composé du Parti socialiste vaudois, d'Unia, de nombreux autres syndicats, partis politiques et associations y travaille depuis de nombreux mois. Le projet comporte deux textes: l'un pour ancrer le principe d'un salaire minimum dans la Constitution, l'autre pour introduire un salaire minimum légal cantonal à 23 francs de l'heure, indexé sur le coût de la vie dès le premier janvier de cette année. Ce dernier se base sur le modèle neuchâtelois, validé par le Tribunal Fédéral et repris à Genève.

Le salaire minimum a fait ses preuves

Ces exemples récents d'introduction de salaires minimums dans d'autres cantons (Jura, Tessin et Bâle Ville) montrent qu'il est un outil efficace de lutte contre les bas salaires, l'exploitation des travailleuses et travailleurs

pauvres, le dumping salarial et les discriminations salariales à l'égard des femmes. Introduit en 2017 à Neuchâtel, il avait provoqué une levée de bouillottes des milieux patronaux. Aujourd'hui, comme l'a écrit la conseillère d'Etat socialiste Florence Natter dans le Temps, «il s'applique sans difficultés et suscite peu de réactions».

Selon l'économiste Michael Siegenthaler, responsable du domaine de recherche Marché du travail au Centre de recherches conjoncturelles (KOF), «Les salaires minimaux font ce que l'on pourrait attendre d'eux. Au bas de l'échelle, ils provoquent une hausse des rémunérations (...). L'écart salarial dans l'entreprise diminue et la répartition devient plus égale.» Les postes les moins bien payés sont souvent occupés par des femmes. C'est donc l'occasion, aussi, de réduire significativement l'iné-

galité salariale entre hommes et femmes, qui est toujours de 20% dans le secteur privé.

Les attaques de la droite

Le 14 décembre 2022, à seulement 65 voix contre 63, le Conseil national a adopté la motion Ertlin, pour s'attaquer à ces salaires minimums introduits dans cinq cantons. C'est clair: la droite et les milieux patronaux veulent encourager le dumping salarial et se contrefichent des inégalités. Tout comme du fait qu'on peut, en Suisse, travailler à plein temps et ne pas réussir à payer ses factures à la fin du mois!

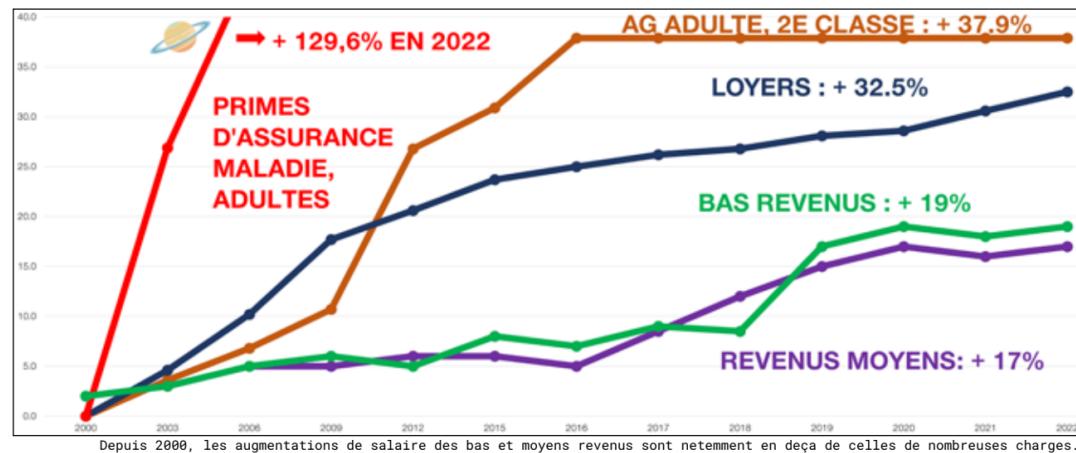
Pour le PSV, au contraire, un salaire minimum cantonal est une urgence absolue: l'inflation actuelle touche les plus précaires de plein fouet. Loyers, carburant, chauffage, primes d'assurance maladie, hausse des prix en général... Les difficultés s'ajoutent aux

difficultés. Selon le rapport social vaudois, en 2017, 14% des salarié·es du privé touchaient des «bas salaires» (moins de 3930 frs.). Le salaire minimum s'attaque à cette sous-enclère pratiquée par les patrons. Les grandes entreprises et leurs actionnaires bénéficient de gros cadeaux fiscaux de la part du canton. Il est grand temps de rétablir l'équilibre! Particulièrement pour celles et ceux qui ne sont pas protégé·es par des conventions collectives de travail.

Le droit à un salaire minimum avait obtenu le soutien de 48,89% des Vaudois·es en 2011. Nous pouvons, grâce à une mobilisation massive ces prochains mois, faire en sorte qu'il voie enfin le jour. ■ VIRGINIE PILAULT

Sale ère de misère

revenus Le pouvoir d'achat d'une grande majorité a fondu comme neige au soleil depuis 2000. Mais que fait le PS?



La Suisse est un pays riche dont la fortune ne fait qu'augmenter, c'est un fait. Pourtant, chez beaucoup d'entre nous grandit un sentiment: celui d'avoir de plus en plus de mal à joindre les deux bouts en fin de mois, et ce, quelle que soit la stabilité de nos revenus. Et les chiffres nous donnent malheureusement bien raison. Car si l'image ci-dessus vaut mille mots, elle permet également d'illustrer de nombreux maux.

Petit à petit, année après année, les personnes disposant de bas et moyens revenus ont subi une lente érosion de leur pouvoir d'achat. Alors que de nombreuses charges prenaient l'ascenseur, leurs augmentations salariales ne suivaient jamais la même courbe, menant *in fine* à une perte conséquente du revenu dont elles pouvaient disposer librement. Absents de ce tableau, les hauts (10% de la population) et très hauts (1%) revenus ont vu leur salaire augmenter respectivement de 30 et 51% entre 2000 et 2022. Ces écarts abyssaux ne font que renforcer le sentiment d'injustice en matière de captation et de redistribution des richesses. Pour rappel, si l'on additionne le constat de perte de pouvoir d'achat à celui d'un sentiment

de déclassement par rapport à une infime partie privilégiée de la population, et bien «paf!», cela ne fait pas des chocapics mais des gilets jaunes. Il est donc temps de remédier à cela.

Plusieurs camps, diverses solutions

Toujours prompt à profiter de la moindre occasion pour affaiblir les revenus de l'Etat et choyer les plus aisés, le camp bourgeois en a ainsi profité pour proposer une baisse d'impôts de 5 points aux contribuables vaudois-es. Pour un revenu annuel imposable de 150'000 francs, la baisse d'impôts d'un couple avec 2 enfants (75% des ménages ont un revenu inférieur) se limiterait à 387.-. En lieu et place de cette mesure, à l'initiative de Jean Tschopp, nous avons demandé un rabais d'impôt fixe de 350.- par contribuable, de 700.- par couple marié et de 150.- par enfant mineur à charge. Avec cette mesure, la même famille gagnerait 1000 francs, soit un gain de 613.- par rapport à la baisse d'impôts susmentionnée. D'ailleurs, nos propositions concrètes, parlons-en.

Le PS mène le combat à tous les niveaux

«Le PS ne défend plus la

classe moyenne», «Les socialistes ne s'inquiètent plus que des minorités», «Vous n'êtes pas là pour nous aider face à l'augmentation du coût de la vie», etc. Ces phrases, vous les avez certainement déjà lues ou entendues. Mais résistent-elles à l'épreuve des faits?

Au niveau cantonal, en mai dernier, un relèvement du plafond de déductions pour frais de garde actuellement à 10'100 francs a été demandé par Jean Tschopp pour une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Celui-ci fut relevé à 13'000.- en novembre dans le cadre du budget 2023. En septembre, Jessica Jaccoud a demandé une allocation énergie pour les locataires à bas revenus afin de lutter contre la précarité énergétique. En janvier, Sébastien Cala a déposé une initiative parlementaire visant à hausser les déductions pour contribuable modeste (voir page 10). Ce dernier avait déjà déposé une motion visant à réajuster le montant des prestations complémentaires familles en septembre afin de garantir leur pouvoir d'achat en période d'inflation. Depuis 2019, sous l'impulsion de Pierre-Yves Maillard, des subsides aux primes d'assurance maladie permettent aux

ménages vaudois de plafonner leur coût à 10% de leur revenu disponible. Une initiative a été lancée par le PS Suisse afin que l'ensemble de la population suisse puisse bénéficier de cette prestation.

Au niveau communal, à Lausanne, nous pouvons notamment citer les bons d'achat pour la population durant la crise du COVID, la politique ambitieuse de développement de logements à loyer abordable ou encore les rabais sur les abonnements TL pour les retraité-es, les bénéficiaires de prestations complémentaires AVS/AI ainsi que les jeunes en formation. À Yverdon, pour donner suite à plusieurs interventions du groupe socialiste la Municipalité de gauche a directement injecté 2 millions de francs dans son budget 2023 afin de diminuer l'impact de la hausse de l'électricité pour les particulier-ère-s et entreprises.

A Berne un milliard d'aide supplémentaire aux ménages les plus pauvres pour faire face à l'augmentation des primes d'assurance maladie a été proposé par le PS. Ce projet a passé la rampe du Conseil National mais a échoué au Conseil des Etats, la faute à un faux bond de la délégation centriste alors que le soutien de leur parti avait été convenu. Le PS a également lancé une initiative pour une 13^e rente AVS afin que tout le monde puisse vivre dignement de sa retraite et une autre afin de -notamment- garantir que les familles ne dépensent pas plus de 10% de leur revenu pour les places en crèche de leur(s) enfant(s).

Voilà pour les quelques exemples qui visent à remettre la Maison du Peuple au milieu du village. ■ ANDREA MÜNGER

Réduflation, l'inflation qui se veut discrète

consommation L'inflation, on la subit et on la connaît malheureusement bien, surtout ces derniers mois. Mais un autre phénomène, plus insidieux, doit aussi nous alerter. C'est la shrinkflation, ou, en bon français, la réduflation.



1980 1990 2000 2020

Petit à petit, les quantités présentes dans de nombreux articles se sont réduites mais leur prix est resté le même.

Votre paquet de chips préféré, les barres chocolatées qui accompagnent votre café ou les sodas de vos enfants n'ont pas changé de prix. Pourtant, ils pourraient de facto être devenus plus chers. La quantité par article pourrait avoir baissé, mais le prix resté le même.

Un changement presque invisible

C'est ce qu'on appelle la shrinkflation, contraction entre shrink (rétrécir en français) et inflation. En français, la réduflation. Le changement de quantité est assez léger pour que vous, consommateur et consommatrice, ne le remarquiez pas de prime abord. Le fabricant, quant à lui, a discrètement répercuté sur vous la hausse de ses coûts de production ou des matières premières. Et c'est légal: la quantité est

marquée sur l'emballage. Cette technique permet de ne pas augmenter brutalement les prix en période d'inflation au risque de perdre de fidèles client-es.

La littérature scientifique le prouve, les acheteurs-trices sont plus sensibles à une hausse des prix qu'à une baisse de la quantité. Au moment de faire ses courses, on aura plus tendance à remarquer une augmentation de prix plutôt que le fait qu'il y a moins de biscuits dans un paquet, par exemple. Le changement est justement fait pour passer presque inaperçu.

Contre ce phénomène

C'est pour ça que les associations de défense des consommateurs-trices, comme la Fédération Romande des Consommateurs (FRC), n'hésitent pas à qualifier cette

pratique d'insidieuse.

Alors face à ces constats, deux conseils à garder à l'esprit au moment de faire ses courses:

- Acheter en vrac quand c'est possible: comme ce sont les client-es qui choisissent la quantité, le fabricant ne peut agir que sur le prix.
- Être attentif-ves aux quantités inscrites sur les emballages et les comparer avec d'anciens si possible.

La FRC conseille d'être vigilant-e lors des changements d'emballage, car c'est aussi à ce moment-là que les fabricants en profitent pour modifier les quantités. Sur son site internet, elle précise que «la vision humaine perçoit apparemment moins facilement un changement de volume que de hauteur». ■ ADRIANE BOSSY

Faites part de votre témoignage

La FRC s'engage dans la lutte contre ce phénomène. Si vous trouvez des exemples de shrinkflation, n'hésitez pas à les envoyer sur leur formulaire de témoignage en ligne que vous trouverez en scannant le QR Code ci-dessous.



«La classe ouvrière existe et on doit la représenter»

interview Pour Pierre-Yves Maillard, si le monde ouvrier est devenu plus tertiaire, il est encore bien présent et constitue une bonne moitié de la population. C'est le rôle du PS de se battre aux côtés de cette classe sociale, estime-t-il.



Pierre-Yves Maillard, dont le livre "Un vélo pour Noël" vient de sortir en librairie.

Pierre-Yves, au vu des défaites électorales en Italie, en Suède et en France, du scandale qui secoue le parlement européen, le socialisme a-t-il mal à son image?

C'est clair que les partis de la social-démocratie sont en situation difficile autour de nous. Le PS français a offert un spectacle désastreux. En Italie, il n'y a plus vraiment de gauche. Le mot socialiste a d'ailleurs été effacé dans les années 90 au profit de la dénomination parti démocrate. On a constaté dans ces partis une volonté de s'affadir en s'ouvrant au libéralisme économique et en sortant de l'idée de base du socialisme qui est de défendre le monde du travail. Quand l'offre de gauche n'est plus solide, les gens dans la précarité se tournent vers l'extrême-droite, comme cela a été le cas l'année dernière en Italie et en France.

Quelle analyse fais-tu de la Suisse, où le PS a subi des pertes tant aux élec-

tions fédérales de 2019 que dans les derniers scrutins cantonaux neuchâtelois, fribourgeois et vaudois?

Il faut relativiser nos pertes par rapport à d'autres à l'étranger, en particulier en France. Dans le canton de Vaud, nous restons à environ 20%. Au début des années 2000, quand les gouvernements Blair en Grande Bretagne et Schröder en Allemagne se sont ouverts au libéralisme, notamment dans le domaine du service public et de la politique sociale, nous avons fait le choix de nous opposer à cette libéralisation et les événements récents montrent que notre option était juste, par exemple face à la libéralisation de l'électricité. Notre électorat nous est resté fidèle. N'oublie pas que jusqu'à la fin des années 80, dans le canton de Vaud, les socialistes étaient minoritaires tant dans les grandes villes qu'au niveau cantonal. Quelque vingt ans plus tard, nous avons conquis la majorité au Conseil d'Etat et presque toutes les

villes étaient – et sont encore – à majorité de gauche. La situation actuelle n'est donc pas si grave à condition de rester fermes sur nos convictions. Nous devons défendre celles et ceux qui sont mal payé-es. Dans un canton qui a refusé AVS21 à 63%, nous avons des choses à dire et à faire.

On remarque que les pertes socialistes ont avant tout profité aux Vert-e-s. Est-ce à dire que le choix de l'électorat populaire ont évolué vers davantage d'écologie?

Les Vert-e-s, c'est le parti de l'écologie. Au PS, tant notre histoire que notre priorité sont liées à la question sociale, même si nous nous rejoignons sur ce thème important. Et nos deux partis sont alliés, ce qui signifie que nous votons leurs

«Quand les gens ont leur frigo vide, on ne peut guère leur parler de sobriété.»

propositions et qu'ils votent les nôtres. Notre priorité sociale est décisive aussi pour la question écologique: quand les gens ont leur frigo vide, on ne peut guère leur parler de sobriété. Si notre combat politique peut permettre à toutes et tous d'avoir des fins de mois plus sereines, alors chacune et chacun sera plus ouvert et ouverte à d'autres sujets so-

ciétaux. Ce qui ne nous empêche pas au PS d'être actif dans la planification énergétique et pour que nous ayons des transports en commun universels et rationnels.

Le monde ouvrier n'est plus celui des grandes entreprises industrielles dont beaucoup ont disparu. Le parti a-t-il su s'adapter à l'évolution de cette classe populaire vers le secteur tertiaire?

La classe ouvrière existe encore. On trouve, aujourd'hui autant qu'avant, des centaines de milliers de personnes qui travaillent dans des conditions difficiles avec des faibles revenus. Alors, c'est vrai, la classe ouvrière s'est en partie modifiée. Elle est plus féminine et beaucoup de ses emplois sont

Pierre-Yves Maillard

dans les services. Mais je crois qu'on doit continuer à utiliser cette notion plutôt que «couches populaires» par exemple. Chez un ouvrier, le salaire couvre généralement à peine les charges. Il y a peu de place pour l'accumulation et la transmission de patrimoine. Ouvrier, c'est aussi le savoir-faire, une formation, un CFC. Et c'est également une

présence physique comme on l'a vu pendant les semaines du confinement pour le personnel soignant, les caissières de magasins, les maçons, les livreurs, les policiers, etc. Leur travail ne peut se faire en home office.

C'est le rôle historique du PS d'être du côté de ce monde du travail. En agissant ainsi, est-on du côté du bien? Ce n'est pas vraiment de la morale, mais une lutte inévitable pour la répartition des richesses, que nous avons la chance de pouvoir mener dans un cadre démocratique.

Dans ce numéro, on parle beaucoup de pouvoir d'achat. Quels sont selon toi les axes sur lesquels le PS peut agir pour améliorer celui des plus précaires?

Dans le domaine des retraites, il y aura l'initiative pour une treizième rente AVS. Nous devons communiquer efficacement pour montrer à quel point ce sujet est important afin de compenser les baisses continues depuis une quinzaine d'années des rentes du deuxième pilier. À capital égal, celles-ci ont diminué de 20%. Il y aura également l'initiative pour le plafonnement des primes d'assurance maladie à 10% du revenu qui sera soumise au vote du peuple vraisemblablement début 2024. Sur ce sujet, le canton de Vaud est en avance puisque ce système est déjà en vigueur chez nous. Le

plafonnement des primes est la seule solution rapide et concrète à la crise du financement des soins, puisque la droite fait le jeu des lobbies chaque fois qu'on veut limiter les coûts. La bataille syndicale pour les salaires reste bien présente. Face à la pression de l'Union européenne, on doit se battre pour continuer à mieux réguler la question salariale et ne pas reculer d'un pouce sur ce thème, comme sur le service public. Les loyers représentent aussi un enjeu sur lesquels le PS devrait s'engager afin d'en obtenir un contrôle public. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL



«Un vélo pour Noël - Petites histoires de la classe ouvrière»
Pierre-Yves Maillard – Editions de l'Aire, 20 CHF

Petites histoires de la classe ouvrière

«J'ai su alors que, dans une lutte, la détermination vaut au moins autant que la force.» Ces mots sont extraits du livre – «Un vélo pour Noël» – que Pierre-Yves Maillard a écrit l'automne dernier. Ils relatent une leçon reçue enfant par Pierre-Yves au contact d'une petite Italienne. D'Yves, son grand-père maternel chassé de son village pour s'être révolté contre son instituteur et devenu commis de ferme à 14 ans, à Sandie, une jeune Vénézuélienne gréviste chez Smood l'année dernière, avant de conclure avec l'histoire d'un Portugais qui pourra offrir un cadeau à sa fille, PYM raconte, à travers son parcours de vie, les trajectoires de gens de la classe ouvrière et paysanne qu'il a côtoyés.

«Ce livre, c'est d'abord une promesse faite à mes grands-parents maternels à la ferme, explique-t-il. Je leur vouais une grande admiration et je voulais garder une trace de leur vie.» Pierre-Yves ne cache pas que, enfant, il avait un tempérament assez bagarreur. Devenu adulte, il a su le mettre au service de ses engagements, tant sur le plan syndical que politique. «J'ai tenu aussi à rendre hommage à ce monde ouvrier que j'ai connu en tant que syndicaliste. Grâce à ces belles figures, nous avons obtenu quelques belles victoires, en particulier le maintien de l'usine Sapal à Ecublens.» Et d'ajouter encore: «Ce que j'aime, c'est qu'après avoir lu ce livre, beaucoup de gens viennent me raconter leurs propres histoires.» ■ B.M.

Dialogue direct avec PYM

En février et mars, Pierre-Yves sillonnera nos routes à la rencontre des Vaudois-es afin d'échanger avec elles et eux sur la Suisse, notre canton, le pouvoir d'achat, l'énergie, la santé publique, la classe ouvrière et peut-être même un peu sur le foot.

- MA. 21 FÉVRIER, 20H | PRILLY, BUVETTE DE LA GRANDE SALLE
- JE. 23 FÉVRIER, 19H | VILLENEUVE, GRANDE SALLE DU COLLÈGE DU LAC
- JE. 9 MARS, 19H | ECHALLENS, SALLE DU TURLLET
- LU. 20 MARS, 19H30 | ORBE, RÉFECTOIRE DU COLLÈGE CHANTEMERLE
- ME. 22 MARS, 19H | PAYERNE, RESTAURANT LA SUITE



La création des Femmes Socialistes Vaudoises fut l'un des moments forts du Congrès d'Assens.

Les Femmes Socialistes Vaudoises sont là!

égalité Le 28 janvier à Assens, le Congrès a massivement voté en faveur de la création de la section Femmes Socialistes Vaudoises (FSV), en acceptant diverses modifications des statuts du PSV.

C'est dans l'ADN de notre parti: l'égalité entre femmes et hommes a, au fil des décennies, été mise en avant. À l'initiative d'Eva Gloor, militante engagée pour les droits des femmes et des minorités, une première version des FSV est née dans les années 1970 sous la forme d'un comité. La commission Egalité (ComEg) a ensuite pris le relais à partir des années 1990. En 2021, une poignée de femmes socialistes ont décidé de redonner vie aux FSV, pour offrir un espace solidaire aux femmes de notre parti et renforcer leur présence. La formalisation de la création des FSV est le résultat des échanges et travaux préliminaires effectués depuis lors.

Massivement sous-représentées

En Suisse, la politique reste encore et surtout une histoire d'hommes. Oui, les femmes sont toujours bel et bien massivement sous-représentées: 42% au Conseil fédéral et national, un peu plus de 26% au Conseil des Etats. Au niveau cantonal, elles sont un peu

moins de 28% dans les exécutifs et près d'un tiers dans les parlements. Finalement, au niveau communal, elles ne représentent qu'un petit tiers des membres des exécutifs et quelque 38% des membres des législatifs. Au-delà des chiffres et, à part quelques exceptions, les femmes tendent à prendre moins de place lorsqu'elles exercent une fonction politique. Elles parlent moins souvent et moins longtemps, par exemple.

Tenter l'expérience politique

Motiver les femmes à tenter l'expérience politique, à se familiariser avec le système et à s'y épanouir, et poursuivre la lutte contre les inégalités et discriminations de genre constituent des objectifs centraux des FSV. Nous allons tout mettre en œuvre pour renforcer nos liens de sororité. Ainsi, nous souhaitons que toutes les personnes qui s'identifient comme femmes des sections socialistes du Canton de Vaud ou qui souhaitent les rejoindre puissent échanger avec des femmes plus expérimentées en politique. Nous voulons montrer à toutes qu'il

est possible de s'impliquer en politique et de se sentir légitimes à investir des rôles de premier plan.

Nous voulons être présentes dans l'espace public, dans les mouvements et luttes féministes en sororité avec les Femmes Socialistes Suisses (FSS) et les collectifs féministes qui poursuivent les revendications des manifestes des FSS et de la grève féministe. Organe à part entière du PSV comme l'est la Jeunesse Socialiste, les FSV disposeront, sous l'égide d'un comité, de 10 voix aux congrès et de leur propre budget. L'Assemblée générale constitutive aura lieu le 10 mars à la Maison du Peuple à 19h. Nous vous attendons nombreuses! Vive les Femmes Socialistes Vaudoises! ■ FEMMES SOCIALISTES VAUDOISES

Manifeste pour un socialisme pleinement féministe

En 2017, à l'occasion des 100 ans de la création des Femmes Socialistes Suisses (initialement la «commission d'agitation des femmes»), celles-ci ont rédigé un papier de position complet de propositions et de revendications. Au total, les 33 pages de ce manifeste développent la vision des Femmes Socialistes Suisses via une quarantaine de points que vous pourrez découvrir en scannant le QR Code ci-dessous.



PS au Conseil fédéral: y rester, ou pas?

gouvernement Suite à l'Assemblée des délégué·es de la JS suisse, qui demande le retrait du PS du Conseil Fédéral si trois représentant·es de gauche n'y sont pas élu·es en décembre prochain, le débat sur le maintien est ouvert.



À l'assemblée des délégué·es de novembre de la Jeunesse socialiste Suisse, une résolution sur le retrait ou le maintien du Parti socialiste Suisse au Conseil fédéral a été soumise à votation et approuvée. Le sujet avait déjà été débattu au sein du PS à la fin du siècle dernier et le maintien avait été décidé. Depuis son entrée à l'exécutif, le PS ne s'est réellement voué à l'opposition que durant six ans seulement, soit jusqu'à l'établissement de la formule magique. Celle-ci limite aux quatre grands partis du pays la participation au Conseil fédéral, et voue la gauche, dont les seuls sièges sont attribués au PS, à une représentation limitée.

Or, la Jeunesse socialiste Suisse dénonce l'impossibilité d'une politique socialiste au sein d'un gouvernement à majorité de droite et basé sur la collégialité. Selon elle, le capitalisme ne peut pas être renversé par des réformes mais uniquement par une révolution. L'Etat, bourgeois du moins, n'est qu'un instrument de maintien du pouvoir politique de la classe dominante. De plus, une participation au gouvernement suppose un affaiblissement des forces de gauche et la consolidation des

politiques de droite.

Ces dernières années, alors que des compromis majeurs inacceptables ont été établis, comme la loi sur le CO₂ ou la réforme AVS 21, la critique d'une trop faible proportion de la gauche au Conseil fédéral a resurgi. La volonté marquée des sympathisant·es de gauche est que les Vert·es obtiennent un siège. La JS soutient l'octroi à la gauche d'un troisième siège, quel que soit le parti.

En outre, elle s'engage pour que le PS se retire du Conseil fédéral après les prochaines élections si trois conseiller·ères fédérales de gauche n'y sont pas élu·es. Elle demande en parallèle au parti mère de critiquer toutes les décisions antisociales de l'exécutif, et de veiller à ce que ses conseiller·ères fédérales rendent régulièrement des comptes à la base du parti. ■ JEUNESSE SOCIALISTE VAUDOISE

Remettre en cause la participation du PS au Conseil fédéral, c'est sain. La quête du pouvoir, de sa concentration en quelques mains, c'est finalement l'apanage de la droite. Nous, nous souhaitons contribuer à un monde meilleur. En même temps, nous prenons chaque victoire au quotidien qui améliore la vie de la population. En étant au Conseil fédéral, arrivons-nous mieux à atteindre ces deux buts?

Peut-être qu'un jour il en sera autrement, mais aujourd'hui la réponse est clairement oui. Evidemment, notre participation a comme défaut d'avoir des figures politiques exposées qui doivent collégialement défendre la position d'un gouvernement de droite dure. Mais imaginons un gouvernement sans socialiste présent·e lors des discussions. Qui seraient les gardien·nes du temple qui limiteraient les dégâts? Qui porterait la voix des 95% de la population là où beaucoup de décisions importantes se prennent? Personne.

Les socialistes dirigent deux départements. S'ils avaient été dirigés par la droite, imaginez le nombre de décisions qui auraient été prises, dans le domaine de la santé, des assurances sociales, de l'envi-

ronnement ou maintenant de la justice, contre l'intérêt de la population. Nos membres au Conseil fédéral contribuent à changer tous les jours les choses pour les personnes précarisées et la classe moyenne. Des fois, il s'agit seulement de limiter les dégâts, mais heureusement que nous ne voyons pas les conséquences d'un gouvernement de droite qui n'a plus du tout à prendre en compte les deux socialistes qui protègent la population contre les intérêts puissants de l'argent.

Et sur le long terme? Nos Conseillères et Conseillers fédérales·aux sont depuis des années les plus populaires du pays. Cela démontre que non seulement nos valeurs sont les bonnes, mais aussi que nous avons la meilleure capacité à gouverner de ce pays. Cela nous aide à gagner la confiance de la population.

Par contre, une chose est claire. C'est bien, mais ça ne suffit pas. Jamais cette participation au gouvernement ne doit être un motif pour nous endormir. Notre meilleur atout reste notre mobilisation, où que nous soyons. ■ SAMUEL BENDAĞAN, CONSEILLER NATIONAL, VICE-PRÉSIDENT DU PS SUISSE

La droite perd les pédales



Chères et chers camarades, en l'espace de quelques semaines, la droite vaudoise représentée au Parlement vaudois s'est particulièrement illustrée. Non pas formellement par ses positions politiques conservatrices, libérales et anti-sociales, bien connues. Mais par la folie de ses propos et de ses arguments, qui donnent la sévère impression que les partis qui la composent tendent à devenir plus extrêmes et moins pragmatiques.

Le Grand Conseil a notamment débattu d'une pétition pour un retour au 50 km/h de nuit à Lausanne. Alors que les études réalisées montraient clairement les effets positifs de la baisse de vitesse la nuit en matière de lutte contre le bruit, une députée PLR s'est mani-

festée pour dire qu'elle doutait de leurs conclusions, pourtant réalisées par des ingénieurs. Où est passée la confiance envers les milieux scientifiques, envers des études réalisées? Le discours idéologique a ici pris le dessus.

Lors d'un autre débat, une députée PLR a accusé la position de la gauche d'être «wokiste». Pour rappel, le «wokisme» est un mot inventé par l'extrême droite américaine pour décrédibiliser tous les combats progressistes pour l'égalité femmes-hommes, pour les minorités, pour les avancées sociales ou encore contre le racisme. Un joyeux fourre-tout qu'il est choquant d'entendre de la bouche d'une élue PLR au Grand Conseil alors qu'il est généralement tenu par l'UDC, le RN ou les adeptes de Donald Trump.

Ces deux exemples, certes

anecdотiques, doivent alerter notre Parti: en faisant fi des résultats d'études scientifiques, en mettant toute avancée sociale dans la case «wokisme», la droite «modérée» glisse vers une extrême dont nous ferions mieux de nous inquiéter. Un glissement qui menace nos acquis pour l'égalité. Sans aucun doute que le populisme «à la Trump» a fait son chemin. L'UDC Suisse, quant à elle, l'a déjà dit haut et fort: elle luttera contre le wokisme, veut supprimer les bureaux pour l'égalité et conditionner l'octroi de subventions aux institutions pour autant qu'elles ne défendent que la pensée unique de l'UDC.

Camarades, vous êtes le rempart contre ce dangereux glissement conservateur.

■ ROMAIN PILLOUD, DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS

Un peu d'air pour les contribuables modestes!



grand conseil En 2017, les jeunes PLR ont fait aboutir une première initiative demandant une hausse des déductions fiscales des primes d'assurance maladie. Lors de la mise en œuvre du texte, le législatif a souhaité supprimer la déduction forfaitaire de 2'200 CHF que pouvaient faire valoir alors les bénéficiaires de prestations complémentaires ou de rentes-pont ainsi que les bénéficiaires d'importants subsides à l'assurance maladie. Ce changement a engendré une hausse importante d'impôt pour des milliers de contribuables au revenu modeste, élément qui n'avait alors pas été bien pris en considération par la députation.

Ces faits ont été relevés en 2020 dans la motion du Député POP Marc Vuilleumier qui demandait au Conseil d'Etat de mettre en place des mesures afin de ne pas pénaliser les contribuables concernés. En réponse à cette motion, traitée dans le cadre du budget 2021, une simple augmentation de la déduc-

tion pour contribuable modeste de 200 CHF, pour atteindre 16'000 CHF, a été actée par le Plénum. Alors que certains contribuables ont vu leur facture d'impôt augmenter de plusieurs centaines de francs, cette modification légale n'a que très partiellement amélioré leur situation.

Lors des derniers débats budgétaires, le Grand Conseil a accepté la mise en œuvre d'une nouvelle initiative demandant une hausse des déductions des primes d'assurance maladie. Cette baisse fiscale est profitable à la classe moyenne supérieure et aux contribuables bénéficiant de hauts revenus. Une grande part de la population, notamment les 36% des Vaudoises et Vaudois au bénéfice de subsides pour payer leur prime d'assurance maladie ne verront que peu voire aucun changement lors de leur prochaine taxation fiscale. Par l'intermédiaire de notre camarade Julien Eggenberger, le groupe socialiste a pourtant proposé un amendement qui aurait permis à l'ensemble des contribuables de profiter de cette

réforme. Malheureusement, cette proposition n'a pas trouvé de majorité.

Compte tenu de l'inflation en cours et de l'augmentation conséquente des coûts de l'énergie, plusieurs milliers de contribuables modestes voient pourtant leur situation être toujours plus précarisée. Afin de ne pas exclure les contribuables modestes des récentes réformes fiscales censées redonner du pouvoir d'achat à la population vaudoise, le groupe socialiste a donc déposé une initiative parlementaire demandant une hausse significative des déductions pour contribuable modeste.

Ainsi nous rétablirons une injustice et offrirons un peu d'air à celles et ceux qui en ont le plus besoin. ■ SÉBASTIEN CALA, DÉPUTÉ



Les candidates et candidats au Conseil national sont prêt·es à mener campagne.

Assens à presque quatre cent

évènement Le parti cantonal a désigné ses candidat·es au Conseil national le samedi 28 janvier dernier dans le Gros-de-Vaud dans une salle archicomble. Une marée rouge de bonne augure en vue de la campagne à venir.

Le PSV est heureux d'annoncer que sa liste compte plus de femmes que d'hommes, dans une optique de promotion de ces dernières. C'est d'autant plus important que le Congrès du 28 janvier a voté la création des Femmes socialistes vaudoises (lire en page 8). Elles s'engageront notamment à favoriser une dynamique féministe au sein du PSV.

Une liste forte pour porter nos valeurs

Le PSV est fier de la liste présentée pour les élections fédérales. L'âge moyen est plus bas que la moyenne parlementaire actuelle. La liste est équilibrée, tant au niveau de l'expérience politique que des horizons professionnels. Divers métiers sont représentés: infirmières, logisticiens, enseignant·es, syndicalistes, avocat·es, médecins. Parmi nos candidat·es, il y a des élu·es communaux·ales, cantonaux·ales et fédéraux·ales.

Le Congrès a également validé la stratégie d'alliance avec Les Vert·e·s vaudois·e·s, avec les deux candidats au Conseil

des Etats Pierre-Yves Maillard (PS) et Raphaël Mahaim (Les Vert·e·s).

Trois piliers politiques pour le bien commun

Les candidat·es porteront trois thèmes phare durant cette campagne, à savoir le pouvoir d'achat, des services publics forts et l'égalité. Ces thèmes sont au cœur des préoccupations du parti socialiste de longue date et nos futur·es élu·es fédéraux·ales les défendront aux Chambres. Plus que jamais, il est important de réparer les dégâts de la majorité de droite: l'attaque contre les salaires minimums, la hausse de l'âge de la retraite, le renforcement de la concurrence fiscale. ■ ADRIANE BOSSY

Notre liste pour le National

1. Pierre-Yves Maillard, Renens
2. Brigitte Crottaz, Epalinges
3. Samuel Bendahan, Lausanne
4. Roger Nordmann, Lausanne
5. Brenda Tuosto, Yverdon-les-Bains
6. Laurie Willommet, Vevey
7. Jean Tschopp, Lausanne
8. Carine Carvalho, Lausanne
9. Julia Macheret, Olon
10. Sébastien Pedroli, Payerne
11. Oriane Sarrasin, Crissier
12. Jessica Jaccoud, Berolle
13. Benoît Gaillard, Lausanne
14. Séverine Graff, Lausanne
15. Marie-Solène Pham, Montreux
16. Sébastien Cala, Le Lieu
17. Laure Jatton, Morges
18. Naim Smakijq, Renens
19. Julien Wicki, Yverdon-les-Bains

BRAVO et MERCI!

Nous tenons à chaleureusement remercier et féliciter nos brillante·s candidat·es pour leur engagement ainsi que la section du Gros-de-Vaud pour son accueil et la parfaite organisation de ce Congrès. À titre personnel et pour le clin d'œil, j'adresse mes très chaleureux remerciements également à nos camarades Daniel Barbezat et Fabien Bourban dépêchés vendredi pour livrer dans l'urgence les chaises et tables supplémentaires ayant permis de toutes et tous vous accueillir. Vous êtes les meilleurs. À très vite pour la campagne! ■ ANDREA MÜNGER

Eva Gloor

hommage Militante de toujours et à l'origine de nombreux combats dont celui pour le droit de vote des femmes en 1959, notre camarade rennaise s'est éteinte le 16 décembre 2022.

Cela va faire 28 ans, soit au lendemain de la mort de Jean-Philippe, qu'Eva m'avait dit: «Je compte sur toi pour faire le discours à mon enterrement». «C'est ta famille qui décidera de cette cérémonie» lui ai-je répondu. Or sa nièce, Mme Fernandez, m'a informé et de sa mort et de ce vœu (ou de cette injonction?) de notre chère amie Eva. Je peux donc m'exprimer au nom des Chrétiens de gauche romands dont elle était vérificatrice des comptes, au nom des jeunesses des années 60 et au nom des PS60+.

Sa deuxième famille

Cela souligne très bien cette longue fidélité au PS. Un peu sa deuxième famille. J'ai visité Eva deux fois à l'hôpital de Beaumont. Deux jours avant sa mort, il n'a pas été question de discours. C'est de son prochain retour chez elle, dont nous avons parlé. Hélas, il n'y aura pas de retour. En grec, Edoxia Gounaris est née le 5 mars 1933 à Thessalonique dans une famille bourgeoise entourée de deux frères. Enfance heureuse sous réserve que ses premières années ont été marquées par les sons effrayants des sirènes, jour et nuit. D'abord les Italiens

tion. Puis vint la guerre civile de 1944 à 1949. Encore plus cruelle. Les Américains exterminaient les résistants, parce que communistes, et soutenaient les monarchistes.

Après son gymnase, Edoxia suit la formation d'infirmière à l'école de la Croix Rouge grecque et en 1953 elle doit très vite s'engager car un violent tremblement de terre (7,2) fait des centaines de morts et de blessés. Ces jeunes infirmières sont appelées à la rescousse.

Edoxia rentre à la maison après trois mois, avec une médaille de reconnaissance épinglée sur sa poitrine par la reine Frederika. Son frère étudie à Lausanne et la langue française lui est familière. Elle décide donc de le rejoindre afin de faire l'équivalence de son diplôme chez nous. La Croix-Rouge suisse lui offre une place au Samaritain à Vevey. Nourrie, logée, 114.- frs par mois. Lorsqu'elle reçoit de Berne les documents officiels, elle s'aperçoit que son prénom a changé car la sœur directrice trouve qu'Eva est plus chrétien qu'Edoxia. L'humidité de Vevey, dont je n'ai jamais entendu parler, ne lui convient pas et le Dr Rodel l'envoie à Lausanne.



Eva Gloor a été conseillère communale durant 37 ans et a fortement marqué tant les camarades que la population rennaise. Son souvenir restera durablement dans les cœurs.

et nous nous sommes mariés.» Elle rejoint cette famille de militant-es et s'y engage aux côtés de son mari.

Un engagement hors-normes

Pour ma part, je fais sa connaissance, lorsqu'avec Christian Ogay, nous recréons une nouvelle Jeunesse Socialiste Vaudoise en 1964. Son amitié a été précieuse tout au long de ces nombreuses décennies consacrées au PS. Eva venait soutenir la dizaine de bénévoles qui animaient le nouveau secrétariat du PSV dont j'étais responsable. Souvent à l'autre bout du monde pour accompagner des enfants avec Terre des Hommes, c'est elle qui m'a invité à soutenir les efforts d'Edmond Kaiser,

créateur de cette ONG.

Une étoile bienveillante nous a quitté-es. Son rayonnement, sa verve, son autodérision, sa perspicacité, sa générosité, son dévouement, sa ténacité, sa fidélité en amitié et le bonheur qui se dégageait d'elle vont créer incontestablement un vide dans les institutions au sein desquelles elles s'est fortement investie et surtout dans nos cœurs. Nous la pleurerons longtemps. ■ PIERRE AGUET

«J'ai l'impression que je suis née pour être une femme de gauche»

Eva Gloor

puis l'invasion allemande en 1941. Eva explique cela dans un document rédigé par l'historien Pierre Jeanneret. À disposition. Elle a vu partir des cortèges de juifs vers les camps d'extermina-

Elle nous dit: «J'ai l'impression que je suis née pour être une femme de gauche et j'ai très vite invité mes collègues à rejoindre la VPOD. Puis j'ai fait la connaissance de Jean-Philippe